

La plupart des députés savent que, dans un éditorial, le *Star* de Toronto nous a critiqués parce que nous ne nous inquiétons pas assez du nombre de Canadiens en chômage. Ce qui rend encore plus significative l'observation qu'a faite la semaine dernière Jack McArthur, éditeur financier du *Star*. La voici :

Il y a deux choses qu'il ne faut jamais perdre de vue. La plus grande partie de notre chômage n'est pas causée par les politiques canadiennes relatives à l'inflation et l'augmentation du nombre de chômeurs n'a pas été faite même si les controverses se sont accrues.

Comme le *Star*, certains députés de l'opposition nous ont accusés d'être trop préoccupés par l'inflation et pas assez par le chômage, comme si nous avions le choix entre les deux. Mais l'inflation et le chômage ne sont pas deux problèmes distincts et sans rapport entre eux, mais bien deux aspects du problème central, qui est de maintenir une croissance économique vigoureuse et régulière. Au Canada, un niveau d'emploi relativement élevé, et sans augmentations indues du coût de la vie, est notre objectif et le gouvernement a pu le réaliser dans une mesure raisonnable depuis 1961 jusqu'aux deux dernières années. Comme l'a dit ici le premier ministre (M. Trudeau) la semaine dernière : « Nous combattons l'inflation pour empêcher un accroissement du chômage dans l'avenir ».

Dans un discours prononcé récemment au *Canadian Club* de Toronto, le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré qu'il nous faut, pour choisir les politiques économiques qui conviennent, calculer dans quel sens les risques sont plus gros. Il a dit :

Dans les circonstances actuelles, eu égard notamment aux anticipations d'inflation et au dynamisme des éléments sous-jacents de la demande ...

Et je pense que ceci figure dans une certaine mesure dans les chiffres qu'a mentionnés le chef du NPD au sujet des projets d'immobilisations.

... dans le secteur privé comme dans le secteur public, je pense qu'il ne fait aucun doute que c'est en permettant aux pressions inflationnistes de reprendre de la vigueur qu'on s'exposerait aux plus grands risques.

Peut-être personne n'a exposé ce point crucial aussi clairement ou aussi brutalement que le porte-parole du parti progressiste conservateur. Parlant au cours d'une réunion du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques de la Chambre le 4 novembre, le député a fait part de son inquiétude profonde au sujet du problème de l'inflation. Tout en critiquant certaines des mesures que nous avons adoptées pour résoudre

ce problème, le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a souligné le danger que nous encourons en ne persistant pas dans nos efforts. Il a déclaré :

Une lutte à l'inflation moins efficace aurait des résultats beaucoup plus néfastes qu'une lutte trop efficace, parce que nous aurions à recommencer à neuf et il faudrait encore beaucoup plus de temps pour atteindre le zéro.

● (4.20 p.m.)

Les députés se souviendront qu'en février ce même comité des finances de la Chambre des communes a formulé une recommandation énergique, dont je citerai un passage :

... que la politique fiscale monétaire actuelle se poursuive sans relâche jusqu'à une décélération sensible du taux d'augmentation des éléments des coûts, surtout des revenus, et des prix.

Malgré quelques indices encourageants de progrès, nous ne sommes pas encore parvenus à un ralentissement net de la hausse des coûts et des prix. Cependant, certains nous pressent maintenant de renverser la portée de nos politiques monétaires et fiscales et de favoriser sans réserve l'expansion économique, en d'autres termes, d'abandonner la lutte contre l'inflation. Si nous devons suivre cette voie, le chômage diminuerait sans aucun doute pour quelque temps, mais nous courrions le risque extrême de relâcher de nouvelles pressions inflationnistes plus puissantes, qui finiraient par ruiner notre économie et entraîneraient encore plus de chômage que nous n'en connaissons maintenant.

Pourtant il y en a, tant à la Chambre qu'à l'extérieur, qui ont soutenu qu'on peut avoir à la fois le drap et l'argent, qu'on peut favoriser au maximum l'expansion économique tout en jugulant l'inflation. Lorsque nous avons débattu la question à la Chambre des communes en février dernier, par exemple, le chef de l'opposition (M. Stanfield) a suggéré que le problème serait résolu magiquement, d'une manière ou d'une autre, dès que le gouvernement fixerait des directives qui seraient spontanément suivies en matière de salaires et de prix.

Je me demande sérieusement si le gouvernement parviendrait à quelque chose d'équilibré en publiant des directives qu'il ne pourrait faire appliquer de façon globale, notamment si les restrictions fiscales et monétaires actuelles étaient supprimées. Contrairement à l'insinuation du chef de l'opposition, le gouvernement a énergiquement appuyé les efforts de la Commission des prix et des revenus pour rallier l'appui national dans l'exercice de contraintes volontaires.